

Initiative pour un salaire minimum: un démantèlement des places de travail

Berne, le 23 janvier 2012

Communiqué

Initiative pour un salaire minimum: un démantèlement des places de travail

Le PS et les syndicats menacent les emplois et les PME

Pour le PLR. Les Libéraux Radicaux, l'initiative déposée aujourd'hui par le PS et les syndicats est tout simplement inadaptée. Cette initiative ne poursuit pas un but juridique précis ce qui met en doute son efficacité sociale. Au vu de la situation économique actuelle, le PLR pense que cette initiative ne permettra pas d'améliorer la situation économique des travailleurs. Les initiants utilisent des arguments mensongers et dangereux pour plaider leur cause. L'initiative ne permet pas, par exemple, d'augmenter le pouvoir d'achat, au contraire elle augmente le coût du travail en Suisse. Elle menace ainsi des milliers d'emplois et met en danger notre prospérité.

Les syndicats ont perdu tout sens de la réalité. Alors que beaucoup de nos entreprises se battent pour survivre en raison du franc fort, les syndicats veulent imposer un salaire minimum qui serait le plus haut d'Europe. En effet, le salaire minimum proposé est environ deux fois plus élevé que celui du Luxembourg et environ dix fois plus que celui de la Hongrie. Il est évident que les entreprises quitteraient la Suisse en masse ou trouveraient des moyens techniques pour remplacer le travail fait par l'homme par des machines moins coûteuses. Les syndicats menacent donc en premier lieu les personnes dont ils se prétendent être les défenseurs. Les situations désastreuses à l'étranger n'ont visiblement pas sensibilisés les syndicats. La proposition soutenue par le PLR, qui est de privilégier le partenariat social, serait bien plus bénéfique à la paix sociale. Ces conventions collectives de travail sont négociées par les entreprises et les salariés (avec l'appui des syndicats) et permettent d'établir des salaires minimum en fonction de la branche. Elles permettent de prendre en compte toutes les spécificités propres à chaque secteur de l'économie. De plus, elles sont pour la plupart déjà négociées et subissent régulièrement des ajustements en vue de les faire correspondre aux besoins du moment. Cette initiative est dangereuse et inutile, le PLR s'engage à la combattre de toutes ses forces – par amour des travailleurs suisses.

Contact:

› Ruedi Noser, conseiller national, 079 355 66 64

› Philippe Miauton, porte-parole, 079 277 68 41